L'Echo de Manitoba

JEUDI, 14 JUILLET, 1898.

Note de l'Administration.

C'était fête civique hier, à Winnipeg, en l'honneur de l'Exposition. Tous les ateliers chômaient et nous avons bien été forcés de faire comme tout le monde.

Nos lecteurs de la campagne nous excuseront du retard, survenu de ce fait, dans l'envoi de notre numéro.

Enfin !

Le Manitoba, Dieu soit loué ! semble enfin décidé de concourir à l'œuvre d'apaisement à laquelle le R. P. Cherrier conviait l'autre jour tous les catholiques de notre Province. Nul plus que nous ne saurait se réjouir d'un tel résultat.

Faire disparaître la Question des Ecoles de l'arène politique ;

Laisser à ceux à qui incombe ce devoir, le soin de la régler conformément à la justice et au bon sens ;

Voilà pourtant un programme bien simple et bien raisonnable.

Nous ajouterons que notre confrère n'a nullement besoin de se réserver le droit de pousser, s'il est nécessaire, le cri d'alarme, ce droit-là ne lui appartient pas, seul notre Archevêque est juge de prendre telle initiative.

Ceci dit, souhaitons de n'avoir point à y revenir, c'est notre vœu le plus sincère

Les Conservateurs S'agitent.

Melle Couesdon ayant cessé ses communications phsychiques avec l'Archange Gabriel, il était à craindre de voir l'avenir s'envelopper de voiles plus épais et plus sombres que jamais ; il n'en est rien fort heureusement pour les esprits amoureux d'inconnu, fut-il extravagan, car *La Presse*, grâce à son "immense" publicité (the best in the world), vient de s'assurer le concours de quelque nouvelle Sybille inédite, et à en juger par ses dernières déclarations il faut lui reconnaître une puissance divinatrice extraordinaire.

D'abord nous allons avoir des Elections Provinciales à bref délai déclare la Pythonisse ; ça c'est pas nouveau, n'est-ce pas ! Mais par contre vous serez peut-être légèrement ébaubis d'apprendre que les changements les plus inattendus se préparent.

M. Greenway sera nommé ici ou là, et M. Sifton là ou ici. Sir Wilfrid Laurier, dégoûté de la politique, et jaloux de M. Sifton (c'est adorable !) quitterait l'arène, afin de permettre aux Conservateurs un joli petit succès en vue duquel ils travaillent d'ailleurs consciencieusement.

C'est du Ponson du Terrail, et cela se peut nommer le Roman de la Portière. C'est un article pour politicien en villégiature, destiné à susciter le rire, exclafeur, à faciliter a digestion.

De pareilles divagations ne valent point certes qu'on s'y arrête, mais si l'on veut bien se rappeler les allées et venues des notabilités conservatrices de la Province depuis quelque temps, leurs déclarations, si l'on tient compte des efforts manifestes tentés pour réveiller le parti, si l'on veut bien y joindre la réorganisation du *Morning Telegram*, l'on se convaincra facilement de la réalité d'une campagne active de la part du Parti Conservateur.

Il serait puéril de vouloir nier l'évidence. Or si l'on regarde de notre côté on se demande avec inquiétude si nous sommes suffisamment organisés pour combattre avec efficacité cette propagande.

Il ne suffit pas d'avoir le bon droit de son côté, pour triompher, il faut être à même de réfuter l'erreur, il faut jour par jour surveiller les travaux d'approche de l'ennemi ; la belle avance de se fier à la noblesse de sa cause, d'attendre le jour de l'assaut confiants en son bon droit et son courage, tandis que l'adversaire range ses cohortes au pied de la muraille, amène à grand frais canons et mortiers pour nous surprendre à l'heure voulue.

A l'œuvre donc et faisons vite et bien, si nous ne voulons point faire le métier de dupes en permettant à nos adversaires d'agir à leur guise.

Les Fonctionnaires du Yukon.

Plusieurs journaux ont signalé ces jours derniers, une série de faits qui s'ils sont prouvés, sont certainement fort regrettables et demandent une répression immédiate.

On raconte que plusieurs fonctionnaires du Bureau des Terres au Yukon auraient profité de renseignements reçus en leur qualité d'Officiers de la Couronne, pour prendre des claims en leur nom dans les districts les plus riches.

La *Tribune* de Winnipeg cite des noms et précise les faits.

"Nous avons reçu," dit-elle, "une lettre venant de Dawson et conçue dans les termes les plus modérés qui nous informe que des mineurs, ayant découvert dans l'île de Monte Cristo des gisements d'une richesse exceptionnelle, en firent la déclaration devant M. Wade, "registrar" du Bureau des Terres au Yukon ; profitant de ces renseignements M. Wade et M. McGregor Inspecteur des Terres, se seraient rendus sur les lieux et y auraient choisi des claims dans la partie réputée la plus riche. Nous n'avons aucune raison de douter de l'authenticité de ces nouvelles."

Une autre dépêche datée de Vancouver, 27 avril, et venant d'un parti de mineurs arrivé de Dawson affirme que différents officiers du Bureau des Terres et plusieurs de leurs amis auraient pris 14 claims dans l'île Monte Cristo.

Ces nouvelles ont à bon droit provoqué une grande agitation dans toute la presse.

Les journaux conservateurs en profitent pour attaquer le Gouvernement. C'est là une accusation ridicule pour l'instant ; le Gouvernement aussitôt informé des faits a dû ouvrir une enquête pour s'assurer de leur authenticité, et il ne saurait être responsable de la faute de ces fonctionnaires tant qu'il n'a pas eu la possibilité de s'en assurer, et de la réprimer ; nous devons donc en bonne justice lui faire crédit du temps nécessaire pour obtenir ses renseignements.

Par contre nous regrettons vivement l'attitude prise par certains journaux libéraux qui, sous prétexte de défendre le Gouvernement vont jusqu'à affirmer le droit des fonctionnaires au Yukon, de prendre des claims en leur nom.

C'est une doctrine erronée et absolument funeste ; il serait inique, immoral de voir des fonctionnaires tirer avantage de leur position officielle pour léser les droits des mineurs.

Une pareille prétention n'est pas soutenable.

Un fonctionnaire est payé pour s'occuper des intérêts de l'Etat, et non des leurs propres. Son traitement a pour but de lui fournir des moyens d'existence afin qu'il n'ait pas à se préoccuper de ses intérêts personnels.

Si le traitement est insuffisant, augmentez-le, afin d'atteindre le but proposé, et afin qu'il puisse se consacrer tout entier à ses devoirs. Mais soyez sans pitié ensuite pour quiconque ose se servir de sa position officielle dans un but exclusivement personnel.

Nous sommes persuadés que le Gouvernement a déjà ouvert une enquête sur les faits incriminés.

S'ils sont reconnus vrais, les coupables doivent être impitoyablement chatiés ; dans le cas contraire, la honte de pareilles calomnies retombera sur ceux qui les ont lancées, mais, pour Dieu, qu'on ne vienne point prétendre innocenter des actes si condamnables ; outre qu'elles sont absolument immorales, de pareilles prétentions sont encore fort maladroites.

La justice doit primer toute autre considération.

Traite avec les Indiens.

Tandis que l'Emigration vers le Klondyke semble subir un temps d'arrêt prononcé, les régions de la Rivière la Paix, de la Rivière Arthabaska et de leurs affluents voient chaque jour augmenter le nombre des chercheurs d'or et colons qui, attirés par l'existence certaine du précieux métal, préfèrent leurs bords hospitaliers aux rives glacées du Yukon.

Mais ce pays est déjà habité par un certain nombre de Sauvages et de Métis, propriétaires de droit et de fait du sol.

Ils sont donc dans leur droit absolu lorsqu'ils défendent leur patrie contre l'invasion des étrangers, d'autant que si au Yukon le sol glacé et improductif n'a en réalité aucune valeur, il n'en est point de même pour les districts de l'Arthabaska et de la Rivière la Paix, où la terre produit, rapporte, est susceptible de culture, et où le foin abonde en maints endroits.

Aussi, bien qu'il soit regrettable de voir surgir journellement des conflits entre les Indigènes et les nouveaux colons, nous ne saurions blâmer les premiers de défendre des droits sacrés.

Le Gouvernement l'a compris, et il vient de nommer une commission pour régler le differend, et donner aux Indigènes de ces contrées les compensations auxquelles ils ont droit.

Les chefs des différentes tribus ont déjà été prévenus par l'entremise des postes de la Baie d'Hudson ou des missionnaires, et deux des Membres de la Commission sont déjà désignés, dit-on.

Il y a cependant un point sur lequel nous désirons attirer l'attention ; c'est la nécessité de comprendre parmi les commissaires, en dehors d'autorités légales et techniques, des personnalités dont le nom soit connu et aimé de ceux avec qui l'on se propose de traiter.

On doit s'attendre à rencontrer parmi les différentes peuplades dont il s'agit, un sentiment de méfiance bien justifiable, et la présence d'individus connus et appréciés par leur séjour en ces contrées serait un facteur important pour arriver à l'entente finale.

M. P. Deschambault, de Saint-Boniface, qui a longtemps habité ces contrées où il a occupé différents postes pour la Cie de la Baie d'Hudson, est sans contredit un de ces hommes dont le concours s'impose à la Commission.

Sa parfaite connaissance des différents dialectes, la réputation qu'il a laissé parmi toutes ces peuplades peuvent être d'un grand secours en cette occasion, et doivent à coup sûr être utilisées.

Ce serait une erreur de croire que l'emploi d'auxiliaires quelconques pris sur les lieux, assurera à la Commission un bon fonctionnement ; ces auxiliaires outre qu'ils ne sauraient être indépendants ne présentent pas des garanties suffisantes de la sincérité et du désintéressement de leur concours, et nous croyons que le Gouvernement serait coupable de négligeance s'il n'utilisait pas les services réels que peut lui rendre M. P. Deschambault.

CORRESPONDANCE.

DE SAINT-NORBERT.

CHER RÉDACTEUR,

J'ai hésité quelque temps à vous envoyer le compte-rendu de l'assemblée conservatrice, convoquée dimanche dernier à Saint-Norbert, par M. Lauzon.

Je ne sais en vérité si l'on doit rire ou pleurer en présence d'un spectacle aussi lamentable que celui qu'il nous a été donné de contempler.

En tout cas il est profondément humiliant pour quiconque porte le nom de Canadien-Français, de voir notre nationalité si tristement représentée.

Le discours de M. Lauzon n'a été qu'une longue série de coq-à-l'âne et d'inepties débités avec une suffisance qui frise l'inconscience.

Voici quelques fleurs de cet étrange bouquet oratoire.

—Le Gouvernement actuel est pauvre, n'a pas le sou, je ne voudrais pas le "truster" pour cinq cents. C'est un gouvernement "d'ouvriers" ! ! ! !

[Pas même de bouchers ! Illustrissime seigneur !]

—C'est les Conservateurs qui ont fait le chemin du Sud-Est ; les entrepreneurs Mackenzie et Mann sont des quêteux, et ce sont les Conservateurs qui fournissent l'argent ! *

[Mackenzie et Mann des quêteux ! C'est un comble !]

—Vous ne devriez pas payer de traitements pour les Sénateurs, Députés ou Ministres. Au moment de la Session ils se rendraient simplement à l'hôtel, avec leur femme, leurs enfants, et à la fin de la Session ils présenteraient leur note d'hôtel au Gouvernement qui paierait ; voilà tout.

[A ce compte-là les Electeurs devraient toujours nommer des Députés garçons !]

—Vous ne devriez jamais aller en procès, les Juges de Comté sont tous des ignorants qui ne connaissent rien, rien du tout, et les *petits avocats canayens* ne gagnent pas assez pour payer le *passage sur le pont ! !*

[Ceci se passe de commentaire ! ! Ne serait-ce pas ce qu'on nomme : "Le coup de pied de l'âne."]

Entre temps une petite réclame pour sa boucherie, sous forme d'histoire à rendre un homme stupide le restant de ses jours.

Je ne répèterai pas les graves accusations qu'il s'est permis de porter contre quelques uns de nos amis de St-Boniface dont il a cité les noms, cela dépasse toutes les bornes permises et j'aurais honte de m'en faire seulement l'écho.

Il a aussi beaucoup crié contre les *bonus* et il a fini par proclamer la nécessité d'en donner un au chemin de fer du Sud-Est pour construire un pont sur la Rivière Rouge.

C'est beau d'être logique !

Entre temps nous avons subi l'apologie de son rôle comme orateur à la dernière Session !

M. Lauzon prétend détenir le record comme longueur, il aurait pu ajouter, pour insignifiance, [soyons polis].

Il a terminé en prédisant des catastrophes épouvantables afin de châtier les populations assez dépravées pour s'éloigner du Parti Conservateur.

Tremblez, pauvres concitoyens ; mais après tout, rassurez-vous car il ne pourra jamais rien vous arriver de plus pénible que d'entendre M. Lauzon se livrer à ses divagations, et maintenant que vous avez passé par cette épreuve, dormez tranquilles.

Saint-Laurent.

13 juillet, 1898.

Aujourd'hui l'on pouvait voir sur le beau Lac Manitoba, deux voiles qui s'en allaient dans la direction du Nord.

C'était une des barges de M. Blackwood, et celle de M. A. G. Hepworth, qui s'en allaient au Traité des Sauvages sur les lacs Manitoba et Winnipegosis. C'est M. Joseph Hamelin, fils, qui conduit la barge de M. Blackwood. Ces messieurs font un voyage de 20 jours, et nous leur souhaitons un bon voyage.

J. C.

Correspondance Legale.

JUSTICE.—Nous répondrons à votre lettre dans le numéro prochain. L'absence de notre avocat-conseil cause ce retard.

Pamphlet Politique.

La Mort d'Alexandre.—Par Sebastien.

Nous accusons réception de ce pamphlet politique, écrit à l'occasion de la mort de Chapleau, et tendant à faire ressortir que l'armée conservatrice n'a pas un seul homme digne de remplacer le grand général que la mort vient de lui enlever.

Ce pamphlet est piquant d'intérêt, car il contient des vérités que l'on n'a pas encore osé écrire jusqu'à ce jour.

En vente dans tous les principaux dépôts de journaux et au bureau de *L'Avenir du Nord*, à Saint-Gérôme, Province de Québec.

PRIX : - - - - - 10 CENTS.

Dieu exigera plus de ceux à qui il aura plus donné.

La philosophie nous met au-dessus des grandeurs, mais rien ne nous met au-dessus de l'ennui.

L'enfant ne voit jamais les choses que sous un seul aspect.

Il y a de la grandeur à s'acquitter constamment des moindres devoirs.

Fais ce que tu dois, advienne que pourra.